

## LE MINISTÈRE

L'ADMINISTRATION DES AFFAIRES INDIENNES

**L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest):** Le premier ministre peut-il dire à la Chambre s'il compte nommer un autre ministre d'État pour s'occuper des affaires indiennes autres que celles dont le ministre actuel est chargé, afin de répondre aux aspirations légitimes de tous les Indiens du Canada qui ont maintenant réagi aux derniers changements dans le cabinet?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Non, monsieur l'Orateur. Nous donnons suite à ces revendications légitimes de façon très efficace.

[Français]

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE  
RÉGIONALEL'OFFICE D'EXPANSION ÉCONOMIQUE DE LA  
RÉGION ATLANTIQUE—LA POLITIQUE  
DU GOUVERNEMENT

**M. Louis-Roland Comeau (South Western Nova):** Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre de l'Expansion économique régionale.

Est-ce qu'il considère les rapports de l'Office d'expansion économique de la région atlantique, publiés dernièrement, depuis la dissolution de cet organisme, comme valides, dans la formulation de la politique de son ministère?

**M. l'Orateur:** L'honorable député demande au ministre d'exprimer une opinion. Je ne crois pas que la question, en ces termes, soit recevable.

[Traduction]

## LES TRANSPORTS AÉRIENS

LES NÉGOCIATIONS DU PACIFIQUE-CANADIEN  
ET DES EMPLOYÉS DES TRANSPORTS  
ET COMMUNICATIONS

**M. Ray Perrault (Burnaby-Seymour):** J'aurais une question à poser au ministre du Travail. Les représentants des lignes aériennes du Pacifique-Canadien et du Syndicat des employés des transports et communications ont-ils terminé leurs négociations?

**L'hon. Bryce S. Mackasey (ministre du Travail):** Je suis heureux de pouvoir dire, monsieur l'Orateur, que non seulement ils ont terminé leurs négociations, mais qu'ils en sont arrivés à une entente qui a été ratifiée hier, je crois. Le syndicat en question est très important; il représente près de 800 employés clés des lignes aériennes du Pacifique-Canadien. Je félicite les deux parties.

**M. Perrault:** Le ministre serait-il en mesure de nous donner des renseignements sur la nature de l'entente sur les salaires?

**M. l'Orateur:** A l'ordre, s'il vous plaît. Je me demande si ce genre de renseignement devrait être donné. Si les députés tiennent à cette information, qu'ils le fassent savoir, mais je trouve le moment mal choisi. Il me semble que ces données sont normalement fournies sous forme de déclaration, mais si le ministre accepte de faire une déclaration, nous pourrions lui accorder une trentaine de secondes à cette fin.

**L'hon. M. Mackasey:** Monsieur l'Orateur, je m'incline devant votre sagesse. Et je n'ajouterais rien à ma déclaration, si ce n'est que l'accord de base est de 8 p. 100 pour la première année et de 7 p. 100 pour l'année suivante.

**M. Donald MacInnis (Cape Breton-The Sydneys):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question supplémentaire au leader de la Chambre. Y a-t-il du monde qui assiste aux réunions secrètes du parti libéral ces jours-ci?

Des voix: Oh, oh!

## QUESTION DE PRIVILÈGE

M. DOUGLAS (ASSINIBOÏA)—AFFILIATION PO-  
LITIQUE ERRONÉE DANS UNE ÉMISSION  
RADIOPHONIQUE

**M. A. B. Douglas (Assiniboïa):** Monsieur l'Orateur, je soulève la question de privilège. Lors d'une émission radiophonique intitulée: *Sunday News Magazine*, diffusée dimanche dernier, on a mentionné que j'étais député conservateur. J'ai attendu deux ou trois jours, monsieur l'Orateur, pensant que le parti conservateur protesterait, mais maintenant j'estime qu'il est opportun d'informer la Chambre que je suis toujours fidèle au parti libéral.

• (3.10 p.m.)

[Français]

ORDRES INSCRITS AU NOM  
DU GOUVERNEMENT

## LE CODE CRIMINEL

## ÉTAPE DU RAPPORT

La Chambre reprend l'examen, interrompu le mardi 6 mai, du bill C-150, visant à modifier le Code criminel, la loi sur les libérations conditionnelles de détenus, la loi sur les pénitenciers, la loi sur les prisons et les maisons de correction et à apporter certaines modifications résultantes à la loi relative aux enquêtes sur les coalitions, au Tarif des douanes et à la loi sur la défense nationale, dont le comité permanent de la Justice et des questions juridiques a fait rapport, avec amendements, et de la motion n° 34 de M. Allmand.

**M. Roland Godin (Portneuf):** Monsieur l'Orateur, à l'occasion de l'amendement précé-